

Davis, Jacquelyn K., Perry, Charles M., Pfaltzgraff, Robert L. Jr.  
*The INF Controversy : Lessons for NATO Modernization and  
Transatlantic Relations*. Washington-London, Institut for  
Foreign Policy Analysis, Inc. – Pergamon-Brasseyes, Coll.  
« Special Report », 1989, 137 p.

Philippe Le Prestre

Volume 21, Number 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702762ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702762ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Le Prestre, P. (1990). Review of [Davis, Jacquelyn K., Perry, Charles M., Pfaltzgraff, Robert L. Jr. *The INF Controversy : Lessons for NATO Modernization and Transatlantic Relations*. Washington-London, Institut for Foreign Policy Analysis, Inc. – Pergamon-Brasseyes, Coll. « Special Report », 1989, 137 p.] *Études internationales*, 21(4), 876–878. <https://doi.org/10.7202/702762ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1990

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

survie de millions de pauvres vivant en zones urbaines, soit : la substitution du combustible pour la cuisson, les installations sanitaires (eau, égouts), les ressources humaines informelles, la gestion des terres en périphérie, les besoins fondamentaux (nourriture, eau et énergie) et le recyclage des déchets.

Les écosystèmes fragiles (chap. 6). Les espèces sauvages les plus riches et les plus rares sont presque toutes concentrées dans quelques pays tropicaux. Plusieurs de ces régions sont menacées. L'auteur identifie trois causes principales du déclin des espèces animales et végétales : la pauvreté des gens qui habitent ces régions, une demande accrue de produits de la part du monde industrialisé et le braconnage. En 1985, la République démocratique de Madagascar, un des pays les plus pauvres de la terre, a décidé d'implanter un Plan d'action pour préserver son très riche héritage national. Les priorités de ce Plan sont la protection de la biodiversité, l'amélioration de l'environnement urbain et rural, le contrôle des terres, l'éducation de la population et un support institutionnel pour le Plan.

Ce collectif présente des études fouillées, comme d'ailleurs toutes celles menées par le ODC. Il peut donc être utilisé comme livre de référence. La grande unité du plan permet des comparaisons utiles entre les divers chapitres. Toutefois, au cours de la lecture, on se prend à rêver d'un autre volume, intitulé cette fois *Environment and the Rich*, qui présenterait une facette complémentaire du phénomène. En feuilletant les pages, une question revient sans cesse : jusqu'à quel point la réponse aux besoins de consommation des pays riches a contribué et contribue encore à la destruction de l'environnement des pays du Tiers-Monde et à l'appauvrissement de leurs populations urbaines et rurales ? On sait que le problème démographique se résorbe avec l'élévation du niveau de vie. Quelle est la part de responsabilité des élites et des gouvernements locaux, des organisations internationales

(Banque Mondiale, Fonds monétaire international) et des firmes multinationales ? Au sujet de la protection des sols, par exemple, il serait intéressant d'établir une comparaison entre les terres utilisées pour la culture d'exportation et les autres ; entre celles qui sont gérées par des firmes multinationales étrangères ou des grands propriétaires terriens et les terres cultivées par les pauvres. Cette question et bien d'autres pourraient utilement faire l'objet d'une autre production du ODC et compléter ainsi un travail bien commencé.

Gabrielle LACHANCE

*Directrice générale  
Développement et Paix, Québec*

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

DAVIS, Jacquelyn K., PERRY, Charles M., PFALTZGRAFF, Robert L. Jr. *The INF Controversy: Lessons for NATO Modernization and Transatlantic Relations*. Washington-London, Institute for Foreign Policy Analysis, Inc. -Pergamon-Brassey, Coll. «Special Report» 1989, 137p.

On aurait tort d'ignorer les études de politique prospective rédigées avant que 1989 ne changeât le contexte diplomatique et militaire de l'après-guerre. Si 1990 constitue une nouvelle année zéro, les facteurs qui agiront sur les choix politiques et militaires n'ont pas tous disparu pour autant. La réconciliation des contraintes internes et externes posera des difficultés majeures pour les politiques de défense et les relations interalliées. Ce rapport de l'Institute for Foreign Policy Analysis reste donc pertinent, même si l'avenir de l'alliance atlantique demeure incertain. Son objectif principal est de conseiller le

Prince : quelles leçons pragmatiques les États-Unis devraient-ils tirer de l'adoption et de la mise en œuvre de la double stratégie adoptée par l'OTAN en 1979 ?

Après l'historique de la décision initiale, trois chapitres sur l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne retracent les positions des gouvernements, les débats politiques intérieurs, le développement et l'impact des mouvements d'opposition – y compris les efforts soviétiques de manipulation de l'opinion publique –, pour en tirer des leçons visant à accroître la capacité des décideurs américains d'influencer les gouvernements et les débats publics européens. Les auteurs insistent sur le caractère essentiellement politique de la décision de 1979, mais se font l'écho des critiques du traité de 1987 qui insistaient sur l'importance militaire de la modernisation, et qui craignaient qu'un accord «double zéro» n'entraînant une éventuelle dénucléarisation de l'Europe. Ces contradictions entre nécessités stratégiques et politiques n'étaient pas inévitables, mais provenaient en grande partie de la décision de subordonner la modernisation nucléaire aux négociations sur le contrôle des armements. Certaines recommandations visent donc à éviter ce carcan initial.

Si le déploiement des Pershings II et des missiles de croisière répondait aussi à une nécessité militaire, il s'ensuit que la proposition double zéro fut une erreur stratégique, que lier déploiement et contrôle des armements invitait les soviétiques à s'immiscer dans les débats de politique intérieure et à œuvrer à fracturer l'alliance, que l'Otan devrait équilibrer les menaces plutôt que les systèmes d'armements, et qu'il faut à l'avenir déployer rapidement tout en négociant. L'ultime «leçon» est que la politique intérieure – celle des membres européens de l'alliance – et les jeux politiques au sein de l'alliance pèsent sur la rationalité stratégique. Une décision militairement raisonnable sera sacrifiée sur l'autel du politique (ce dont on

pourrait plutôt se féliciter quand diffèrent les définitions de la menace et des risques acceptables).

L'attrait de cette étude réside davantage dans la récapitulation de l'historique de la décision initiale de 1979, puis du développement des controverses dans chaque pays, que dans des leçons et recettes souvent superficielles, discutables ou hors de propos destinées à convaincre les gouvernements et opinions publiques européens d'accepter les décisions communes. De simples techniques de «diplomatie publique» ne résoudreont pas les problèmes fondamentaux. De plus, si les positions alliées sont souvent mues par des dilemmes moraux, des ambivalences historiques face au rôle des États-Unis, des conceptions divergentes de l'intérêt national, ou des considérations électorales, la stratégie et les actions du gouvernement américain sont présentées comme essentiellement rationnelles, ce qui surprendra nombre d'observateurs.

Une évaluation approfondie de cette controverse reste à développer. Quelle est la part de responsabilité des gouvernements américains (souvent évoquée mais plus rarement analysée en détail) ? Dans quelle mesure cette controverse a-t-elle créé de nouvelles forces qui influenceront le futur débat politique (ici l'examen de la transnationalisation des nouveaux mouvements sociaux aurait été utile). Leur influence s'est-elle institutionnalisée ? Quel a été le degré de fracture de ce fameux consensus stratégique ? Quelles leçons les gouvernements eux-mêmes ont-ils tiré de cette controverse ? Comment contrôler l'impact extérieur d'arguments destinés à forger un consensus intérieur ? Comment réconcilier les différentes contraintes internes américaines et européennes ?

Si la controverse sur les FNI a brisé les consensus nucléaires nationaux, sacrifié les avantages stratégiques aux considérations politiques, et modifié l'image des États-Unis en République fédérale, elle a aussi stimulé

les consultations alliées, obligé les membres européens de l'Otan à repenser et à débattre leur propre problématique de défense, ressuscité l'UEO, et posé les fondations d'un futur pilier européen. Ce qui pouvait sembler négatif avant 1989 pourrait apparaître aujourd'hui comme un avantage.

Philippe Le PRESTRE

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

DIEHL, Paul F. (Ed.) *The Politics of International Organizations: Patterns and Insights*. Chicago (Ill.), Dorsey Press, 1989, 480p.

FINKELSTEIN, Lawrence S. (sous la direction de). *Politics in the United Nations System*. Durham (N.C.), Duke University Press, 1988, 519p.

Voici deux volumes au titre assez semblable et constitués de textes d'auteurs multiples. Au-delà de ces ressemblances formelles, ils sont toutefois très différents. Le livre publié sous la direction de Lawrence S. Finkelstein est le résultat d'un effort concerté des auteurs guidés par une même interrogation et un même cadre d'analyse alors que l'autre livre est un recueil de textes déjà publiés et rassemblés ici par Paul F. Diehl. Le premier s'attache exclusivement aux Nations Unies, le second s'adresse à toutes les organisations internationales.

C'est le livre de Finkelstein qui suscite le plus grand intérêt. Celui-ci est rédigé à une époque où les Nations Unies traversent une phase de crise majeure au cours de laquelle ses défenseurs traditionnels et ses soutiens financiers les plus importants les critiquent sévèrement et les délaissent sensiblement. Cette crise, soutient Finkelstein, est une crise de confiance. Citant le secrétaire général Javier Perez de Cuellar, Finkelstein

écrit que la question qui se pose actuellement est celle de l'utilité des Nations Unies comme source «d'autorité internationale légitime et respectée». En effet poursuit-il, il y a de la friction dans les courroies qui relient les États membres à l'ONU et à ses agences et les auteurs de ce volume posent que la principale source de cette friction réside dans le désaccord relatif à la légitimité à reconnaître à l'autorité de l'ONU et de ses agences. En d'autres mots, la friction résulte de la nature et de la conduite de la politique dans le système des Nations Unies. C'est à travers une série d'études de cas ouverte et fermée par une introduction et une conclusion de Finkelstein que les auteurs s'interrogent sur la façon dont la politique a changé aux Nations Unies pendant les quarante ans de son existence en espérant mieux comprendre la source des frictions actuelles et contribuer aux ajustements qu'appelle la poursuite de l'oeuvre des Nations Unies.

Dans le chapitre introductif, Finkelstein définit les concepts et trace le cadre d'analyse qui serviront aux études de cas. Le concept de politique, emprunté à Easton mais élargi, désigne l'allocation autoritaire des valeurs dans le système des Nations Unies tout en considérant l'autorité comme légitime. La politique ainsi définie peut s'exercer selon deux modes. Le premier est prédominant dans le système international et il énonce que l'allocation autoritaire de ce que les États valorisent requiert le consentement des États touchés par la décision allocative. C'est le mode diplomatique. Le second, au contraire, énonce que de telles décisions se prennent par vote. C'est le mode politique et, même s'il est propre aux systèmes politiques nationaux hiérarchisés, il est assez répandu dans les organisations internationales. C'est pourquoi il y a tant de débats aux Nations Unies au sujet des effets contraignants des décisions prises à la majorité. Le cadre d'analyse utilisé dans ce volume est ainsi délimité, d'un côté, par les décisions prises selon le mode diplomatique appelé aussi mode